

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

DECISION DU MAIRE N° 2025-017D

Rectification d'une erreur matérielle

Le Maire de la Commune de Saint-Cannat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2025-005 du 11 janvier 2025 portant délégation de pouvoir du conseil municipal à Monsieur le Maire,

VU l'article 99-1 du Code Civil relatif à la rectification des erreurs purement matérielles contenues dans les actes civils,

VU l'acte de mariage N°9 dressé en date du MARTIN,

VU les pièces justificatives produites notamment une copie intégrale de l'acte de naissance de l'intéressée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de rectifier une erreur purement matérielle affectant le prénom de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit » Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit « Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit » Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit » Egypte de l'épouse, lequel a été erronément inscrit » Egypte de l'épouse, lequel de l'épouse, lequel de l'épouse, lequel de l'épouse, lequel de l'épouse de

DECIDE:

Article 1er: De RECTIFIER l'acte de mariage en date du Frjum Lors en ce sens que le prénom de l'épouse est

La mention de cette décision sera portée en marge de l'acte de mariage concerné.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille ou sur l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet <u>www.telerecours.fr</u> dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Saint-Cannat le .23/14.12.0.25...

Le Maire

Acte rendu exécutoire après envoi en

Sous-Préfecture le :

16 SEP. 2025

Affiché le :



